

Paris le 30 juillet 2004
COMMUNIQUE

Budget 2005 :
Sarkozy nous réinvente Robin des Bois,
dépouiller les pauvres pour donner aux riches.

Le Ministre de l'économie des finances et de l'industrie a annoncé la mise en musique du budget de rigueur que le gouvernement veut imposer aux français. L'annonce du nouveau « rabotage » de crédits ministériels, l'étalement de la hausse du SMIC, la remise en cause des 35h ne font que confirmer un budget 2005 qui fait la part belle aux grandes entreprises.

Fonction publique : des suppressions d'emplois inacceptables.

Sarkozy souhaitait faire plus en matière de suppressions de postes. Or les 8 à 10000 emplois supprimés s'ajoutant aux milliers déjà décidés ces dernières années, ne feront que dégrader d'autant plus les conditions de travail des agents de la Fonction publique. Elles contribueront à renforcer la destruction programmée de nos services publics.

L'adossement de la redevance à la taxe d'habitation est l'un des mauvais exemples de la so-disante modernisation. Alors même que les dispositions techniques quant à la mise en œuvre de cette mesure sont loin d'être connues, on peut se demander si cette « fausse bonne mesure » ne servirait pas à masquer pour le futur une diminution nette des ressources de l'audiovisuel public.

Harmonisation des SMIC, 35heures : intolérable

L'annonce de revenir sur les promesses d'harmonisation du SMIC en étalant celle-ci sur deux ans va permettre au gouvernement d'économiser 1,4 milliard d'Euros. Ces économies réalisées sur le dos des moins favorisés vont contribuer à aggraver encore une fracture sociale déjà largement béante.

Les paroles de Sarkozy sur les 35 heures s'inscrivent dans la logique de remise en cause de la réduction du temps de travail. Sous un discours « gagnant-gagnant » pour les salariés et pour

l'entreprise, ce sont de véritables présents en or qui sont distribués aux entreprises qui exercent par ailleurs de véritables chantages sur les salariés.

Si Nicolas Sarkozy souhaite que les salariés consomment davantage, c'est une politique ambitieuse de l'emploi qu'il faut relancer, c'est une revalorisation des salaires et du pouvoir d'achat qu'il faut développer.

Ce gouvernement cède aux chantages du patronat et tire dans le même sens que le MEDEF : raboter les droits, remettre en cause les garanties collectives.

La réflexion sur les facilités accordées aux employeurs pour licencier n'en est qu'un énième exemple.

Fiscalité : Noël avant l'heure pour le patronat

L'annonce de l'allongement de la taxe professionnelle est un cadeau supplémentaire. Sarkozy indique que celle-ci sera compensée par l'Etat ; c'est donc bien l'ensemble des contribuables qui continuera à financer ces réductions d'impôts accordées au patronat en sus des allègements de charge sociale programmées.

L'amnistie fiscale, en préparation, au-delà d'être une véritable prime aux délinquants en col blanc devrait permettre au gouvernement de préparer l'opinion à la possibilité de supprimer l'ISF et de continuer à alléger les successions patrimoniales.

Alors même que le chômage augmente encore, que les grandes entreprises françaises annoncent des résultats très favorables, Sarkozy emprunte le même chemin libéral que Chirac et Raffarin : celui de la rigueur ... pour une majorité, celui du paradis (fiscal ?) pour quelques-uns.